



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 5 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MINET sa

La Villedieu du Perron
79800 Pamproux

Références : 0007202599/2026/102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement MINET sa implanté 4 route Niort La Villedieu du Perron 79800 Pamproux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINET sa
- 4 route Niort La Villedieu du Perron 79800 Pamproux
- Code AIOT : 0007202599
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SA MINET exploite depuis 1963 une usine de fabrication de meubles (chambres, salles à manger, salons, bibliothèques, dressings...) d'une superficie de 10 000 m². Depuis 2014, la société est dirigée

par les trois fils du fondateur. L'entreprise emploie 30 personnes. Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 4129 du 18 décembre 2003, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5781 du 30 mai 2016 au titre des rubriques 2410 (travail du bois), 2910 (combustion), 2940 (peinture), soumises à enregistrement.

Contexte de l'inspection :

Cette inspection réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing « produits chimiques ».

Thèmes de l'inspection :

- Action Régionale n°3 – produits chimiques
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 5.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 5.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits détenus sur son site sur son serveur informatique. Par sondage, la mise en œuvre de leurs dispositions a été vérifiée.

L'exploitant doit disposer de versions récentes des FDS (moins de cinq ans).

L'exploitant doit s'assurer que tous les produits dangereux disposent d'une rétention de capacité suffisante, y compris les déchets, et doit mettre en place un état des stocks journalier des produits dangereux détenus sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits détenus sur le site en version numérique sur son serveur et certaines en version papier dans un classeur. L'exploitant indique que les salariés n'ont pas accès directement aux FDS, mais qu'en cas de besoin ils s'adressent au président ou au responsable Bureau d'études et méthodes. L'exploitant présente à l'inspection des installations classées les deux FDS suivantes référencées : - 2312233, UV Acabado R Blanco .5 (laque UV) dont la date de révision est du 09/12/2013, - 3325139, UV Fondo R (fond UV) dont la date de révision est du 23/09/2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant sollicite ses fournisseurs pour obtenir les versions à jour des FDS datant de plus de 5 ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'exploitant dispose d'extincteurs à poudre polyvalente (poudre ABC) tels que recommandés dans la rubrique 5 des FDS examinées référencées 2312233 et 3325139 (cf point de contrôle n° 1). Ils

sont situés à proximité du local de stockage des produits. La dernière vérification des extincteurs a été réalisé en décembre 2025 par la société Viaud.

Les dispositions de la rubrique 6 sont notamment respectées par le port d'EPI par les opérateurs (gants, masque et lunettes) qui fait l'objet d'information aux salariés par l'affichage de consignes et rappel des pictogrammes de danger près des postes de travail.

L'exploitant indique que les récipients sont ouverts uniquement à proximité de la chaîne de production où ils sont utilisés par pompage directement depuis le récipient, ce qui évite les manipulations de versement et les risques de déversements accidentels.

Les dispositions de la rubrique 7 concernant la manipulation et le stockage sont notamment respectées par le stockage des bidons fermés hermétiquement sur rétention et entreposés dans un local fermé permettant de respecter les plages de températures minimale et maximale recommandées.

Concernant la rubrique 13 relative à l'élimination des déchets, l'exploitant indique que la récupération des déchets se fait dans des fûts métalliques stockés sur une plateforme extérieure équipée d'une rétention. Les fûts sont ensuite pris en charge par une entreprise habilitée pour élimination. L'exploitant précise qu'il procède à la saisie des bordereaux de suivi de déchets dangereux sur Trackdéchets.

Le jour de la visite, l'inspection constate la présence de bidons de déchets à l'extérieur des bâtiments en dehors de la plateforme mentionnée ci-dessus et sans rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant formalise les consignes en cas de déversement accidentel, ainsi que les moyens à employer (la rubrique 6 des FDS examinées recommande l'utilisation de sable ou d'absorbant inerte et d'éviter les absorbants combustibles).

L'exploitant équipe tous les contenants de déchets liquides de rétention pour éviter tout risque de pollution en cas de déversement accidentel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

<p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne stocke pas de récipients de capacité supérieure à 250 L.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées constate que l'ensemble du local de stockage des produits dangereux est sur rétention. Sont notamment stockés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des fûts métalliques d'acétone (produit inflammable) de 70 kg, - des bidons métalliques de 25 kg (environ 20 L d'après l'exploitant) de laque. <p>L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks journalier de ses produits dangereux (cf point de contrôle n° 5) et n'a pas connaissance du volume de la rétention du local de stockage. La conformité de la rétention au regard des volumes stockés ne peut donc pas être vérifiée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant vérifie la capacité de la rétention du local de stockage et prend les dispositions nécessaires pour que ce volume permette la rétention de l'ensemble des récipients stockés telle que prévue par l'arrêté préfectoral du 8/12/2003. Le cas échéant, l'exploitant diminue le nombre de récipients stockés afin que la capacité de rétention soit conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées constate que l'ensemble du local de stockage des produits dangereux est sur une rétention unique commune à l'ensemble des produits stockés.</p> <p>L'exploitant n'a pas connaissance d'incompatibilité entre les différents produits stockés. Il précise que concernant les produits dangereux mentionnés au point de contrôle n° 3, laque et acétone, ce dernier est utilisé comme nettoyant dans les installations et ne présente pas d'incompatibilité.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant vérifie la compatibilité de l'ensemble des produits dangereux stockés. Le cas échéant, il met en place des rétentions séparées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks journalier. Il indique qu'un inventaire physique est réalisé tous les six mois (en milieu et fin d'année).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place et tient à jour un registre des stocks de produits ou substances dangereux détenus tel que prévu à l'article 3.3 de l'arrêté ministériel du 12/05/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois